

Table des matières

<i>Avant-propos</i> -----	3
---------------------------	---

Première partie **Institutions administratives**

<i>Introduction</i> -----	6
<i>Section 1. La notion d'administration</i> -----	6
I. Le rôle de l'administration-----	6
II. La définition de l'administration -----	8
<i>Section 2. Les principes fondamentaux de l'organisation administrative</i> -----	9
I. La personnalité juridique et l'action administrative -----	9
A. La personnalité juridique en droit public : les personnes publiques-----	10
1. Typologie des personnes publiques -----	10
2. La portée de la notion de personne publique -----	13
B. Les personnes privées chargées d'activités administratives -----	15
C. La notion d'autorité administrative -----	16
II. Déconcentration et décentralisation -----	18
A. La distinction déconcentration - décentralisation -----	18
1. Centralisation politique et déconcentration administrative-----	18
2. Décentralisation politique et décentralisation administrative-----	20
B. Formes et caractères de la décentralisation -----	21
1. Décentralisation territoriale et décentralisation fonctionnelle -----	21
2. Tutelle et contrôle administratifs -----	22
<i>Bibliographie</i> -----	25
A. Traités et manuels-----	25
B. Bibliographie de l'introduction -----	25

Titre premier

L'administration générale	26
Chapitre 1. L'État	27
<i>Section 1. Les organes centraux de l'État</i>	27
I. La présidence de la République	27
A. Les compétences administratives du président de la République	27
B. Les services de la présidence	29
II. Le Premier ministre et ses services	29
A. Les compétences administratives du Premier ministre	30
B. Les services du Premier ministre	30
III. Les ministères	31
A. La structure gouvernementale	31
B. Attributions administratives des ministres	32
C. L'organisation interne des ministères	33
IV. Les autorités administratives indépendantes	34
V. Les organes de conseil, de coordination et de contrôle	35
A. Les organes de conseil	35
B. Les organes de coordination	37
C. Les organes de contrôle	37
<i>Section 2. Les organes locaux de l'État</i>	39
I. Les services de l'État au niveau départemental	40
A. Le préfet	40
B. Les collaborateurs du préfet	42
C. Les services déconcentrés dérogatoires	42
II. Les services de l'État au niveau régional	43
III. Les services de l'État au niveau infra-départemental	44
<i>Bibliographie</i>	44
Chapitre 2. Les collectivités territoriales	45
<i>Section 1. Les organes des collectivités métropolitaines</i>	45
I. Les organes délibérants	45
A. Le Conseil municipal	46
B. Le Conseil général	47
C. Les organes collégiaux de la région	47
II. Les exécutifs territoriaux	49
<i>Section 2. Domaines et moyens d'action des collectivités territoriales métropolitaines</i>	50
I. Les compétences	51
II. Les moyens d'action	54
A. Les moyens matériels	54
B. Les moyens financiers	55
<i>Section 3. La coopération entre collectivités territoriales</i>	57
I. Le regroupement communal	57
II. La coopération entre collectivités de niveaux différents	59
<i>Section 4. Les collectivités locales à statut dérogatoire</i>	60
I. Les collectivités d'outre-mer	60

A. Les départements et régions d'outre-mer -----	61
B. Les collectivités d'outre-mer -----	62
C. La Nouvelle-Calédonie -----	62
II. Les collectivités métropolitaines à statut particulier -----	63
A. L'Île-de-France -----	63
B. La Corse -----	63
C. Les communes à statut dérogatoire -----	64
<i>Section 5. Le contrôle de l'État sur les collectivités locales -----</i>	<i>65</i>
I. Le contrôle administratif -----	65
A. Les principes du contrôle administratif -----	65
B. Le régime du déferé préfectoral -----	67
II. Tutelle administrative et tutelles techniques -----	68
A. Le maintien de pouvoirs de tutelle administrative -----	68
B. Les tutelles techniques -----	69
III. Le contrôle financier -----	69
A. Le contrôle budgétaire -----	70
B. Le contrôle du comptable local -----	70
<i>Bibliographie -----</i>	<i>71</i>

Titre deuxième

L'administration spécialisée -----73

Chapitre 1. Les services publics -----74

<i>Section 1. Évolution du service public -----</i>	<i>74</i>
I. La conception classique du service public -----	74
II. La crise du service public -----	76
III. Les conceptions actuelles du service public -----	77
A. La théorie du service public virtuel -----	77
B. La théorie du service public fonctionnel -----	78
C. Critiques actuelles de la conception fonctionnelle du service public -----	80
<i>Section 2. Principes d'organisation des services publics -----</i>	<i>81</i>
I. La distinction services publics administratifs -	
services publics industriels et commerciaux -----	81
A. Les critères jurisprudentiels du service public industriel et commercial	81
B. Portée de la notion de service public industriel et commercial -----	82
II. Les modes de gestion des services publics -----	83
A. La gestion directe par les personnes publiques -----	83
B. Les conventions de délégation de service public -----	84
C. La gestion par une personne privée sur la base d'un acte unilatéral -----	86
<i>Section 3. Le régime juridique des services publics -----</i>	<i>87</i>
I. Création et suppression -----	87
A. Autorité compétente -----	87
B. Conditions de fond applicables -----	88
II. Les principes généraux de fonctionnement des services publics -----	90
A. Principe de continuité -----	90
B. Principe d'adaptation -----	91
C. Principe d'égalité -----	92
D. Principe de neutralité -----	94

III. Les usagers du service public -----	95
A. Le droit au service public -----	95
B. La situation juridique des usagers -----	95
<i>Bibliographie</i> -----	97
A. Ouvrages généraux -----	97
B. Ouvrages spécialisés et articles -----	98
Chapitre 2. Les établissements publics -----	99
<i>Section 1. La notion d'établissement public</i> -----	99
I. Les critères de distinction entre établissement public et organisme privé	100
A. Une personne morale de droit public -----	100
B. Un organisme rattaché à une collectivité territoriale -----	102
C. Un organisme spécialisé -----	102
II. Les diverses formes d'établissements publics -----	103
A. La distinction établissement public administratif /	
établissement public industriel et commercial -----	104
B. La diversification et la prolifération des établissements -----	105
<i>Section 2. Le régime juridique des établissements publics</i> -----	106
I. La création des établissements publics -----	106
A. La notion de catégorie d'établissements publics -----	107
B. L'étendue de la compétence du législateur -----	107
II. La tutelle sur les établissements publics -----	108
<i>Bibliographie</i> -----	109

Deuxième partie

Institutions juridictionnelles

<i>Introduction</i> -----	112
<i>Section 1. Les grands ordres de juridictions</i> -----	112
I. Données rationnelles -----	112
II. Données historiques -----	113
A. La naissance des juridictions de droit privé -----	113
B. La naissance des juridictions de droit public -----	115
III. Bilan -----	117
<i>Section 2. Les différents modèles d'organisation juridictionnelle</i> -----	118
I. Le modèle accusatoire -----	118
II. Le modèle inquisitoire -----	120
III. Les systèmes mixtes -----	121
<i>Section 3. Les grandes étapes de l'établissement du système juridictionnel français</i> ----	121
I. L'Ancien Régime -----	121
II. Le Droit intermédiaire -----	123
III. 1804-1958 -----	123
IV. De 1958 à nos jours -----	124
<i>Section 4. État actuel</i>	126

<i>Section 5. Les sources du droit des institutions juridictionnelles</i>	130
I. Les sources internes	130
A. Sources matérielles	130
B. Sources formelles	132
1. Le Code de l'organisation judiciaire	132
2. Les codes administratifs	133
3. Autres textes	134
II. Les sources internationales	134
<i>Section 6. Domaine du droit des institutions juridictionnelles</i>	135
I. Droit et justice	135
II. Institutions juridictionnelles et justice	136
III. Institutions juridictionnelles et procédure	137
<i>Bibliographie</i>	138
A. Traités et manuels	138
1. Institutions juridictionnelles	138
2. Droit processuel et Procédure civile	138
3. Procédure pénale	138
4. Procédure juridictionnelle administrative	138
B. Revues spécialisées	139
C. Bibliographie de l'introduction	139
Titre premier	
Les principes	141
<i>Chapitre 1. Les principes généraux d'organisation juridictionnelle</i>	142
<i>Section 1. Les principes d'organisation des juridictions</i>	142
I. La collégialité des juridictions	142
A. Portée et conséquences	142
B. Valeur du principe	144
C. Domaine actuel du principe	146
II. La fixité et la permanence des juridictions	150
<i>Section 2. Les principes relatifs à la situation des juges</i>	152
I. Le principe du professionnalisme	152
II. Le principe de l'indépendance des juges	155
A. L'indépendance des magistrats à l'égard des autorités politiques	155
1. La protection des magistrats de l'ordre judiciaire	156
2. La situation des juges de l'ordre administratif	161
B. L'indépendance des juridictions les unes à l'égard des autres	165
1. Principes	165
2. Exception et atténuation	166
C. L'indépendance des juges à l'égard des justiciables	167
1. La protection des magistrats contre les justiciables	168
2. Les garanties offertes aux justiciables	169
D. L'indépendance des magistrats à l'égard des mass media	172
<i>Bibliographie</i>	172
<i>Chapitre 2. Les principes relatifs au fonctionnement de la justice</i>	174

<i>Section 1. L'accès à la justice</i> -----	174
I. Le droit à la justice -----	174
II. La gratuité de la justice -----	176
A. Charge de l'organisation et du fonctionnement de la justice -----	176
B. Les frais de défense -----	178
1. L'aide à l'accès au droit -----	178
2. La condamnation de l'adversaire à supporter les frais de défense-----	180
III. L'égalité devant la justice et la neutralité du juge -----	180
A. Différentes manifestations du principe -----	180
B. Exceptions et réalité du principe d'égalité -----	182
IV. La question des autres facilités d'accès -----	184
 <i>Section 2. Principes relatifs au déroulement de l'instance</i> -----	185
I. La publicité de la justice -----	185
A. La publicité directe de la justice-----	186
B. La publicité médiatique de la justice -----	188
II. La contradiction devant la justice -----	189
A. Modalités de la contradiction -----	189
B. Organisation de l'opposition -----	190
III. La règle de la nécessité de voies de recours -----	192
A. Le double degré de juridiction -----	192
B. La règle de la possibilité d'un recours en cassation -----	194
 <i>Section 2. La mission de la justice</i> -----	195
I. Les délais de la justice -----	196
A. Le problème -----	196
B. Les remèdes -----	196
II. Le principe de la force exécutoire -----	198
III. Le principe de la responsabilité de l'État -----	202
A. Le mauvais fonctionnement de la justice -----	202
B. Les carences de la justice -----	204
 <i>Bibliographie</i> -----	205

Titre deuxième

Les institutions-----207

Chapitre 1. Les juridictions judiciaires -----214

Section préliminaire. Le principe de l'unité de la justice civile et pénale -----214

Section 1. Les juridictions ordinaires -----216

I. Le tribunal d'instance (T.I.) et la juridiction de proximité -----216

II. Le tribunal de grande instance (T.G.I.) -----219

A. Organisation générale -----219

B. Formations juridictionnelles-----220

1. Les formations civiles -----220

2. Le juge des enfants -----220

3. Les formations répressives du tribunal de grande instance -----221

a. Juridictions d'instruction -----222

b. Juridictions de jugement -----223

c. Juridictions d'exécution-----225

III. La cour d'appel -----226

A. Organisation générale -----226

B. Les différentes formations de la cour d'appel-----	228
1. Les formations civiles-----	228
2. La chambre des mineurs-----	228
3. les formations répressives-----	229
IV. La cour d'assises -----	230
A. La cour d'assises de droit commun-----	231
B. Les cours d'assises particulières-----	236
<i>Section 2. Les juridictions spécialisées</i> -----	238
I. Les juridictions de droit privé -----	238
A. La juridiction commerciale-----	238
B. Les juridictions sociales-----	240
1. Le Conseil des prud'hommes-----	240
2. Les juridictions de la Sécurité sociale-----	243
C. La juridiction rurale-----	244
II. Les juridictions pénales spécialisées -----	245
A. Les juridictions militaires-----	245
B. Les juridictions politiques-----	246
C. Les tribunaux maritimes commerciaux-----	248
<i>Section 3. La Cour de cassation</i> -----	249
I. Le rôle de la Cour de cassation -----	249
A. Le pourvoi en cassation en toutes matières-----	249
B. Le pourvoi en révision en matière pénale-----	251
II. Les difficultés de fonctionnement de la Cour de cassation -----	253
III. L'organisation de la Cour de cassation -----	256
<i>Bibliographie</i> -----	259
Chapitre 2. Les juridictions administratives -----	261
<i>Section 1. Les juridictions administratives de droit commun</i> -----	261
I. Le Conseil d'État -----	262
A. Organisation-----	262
1. Les formations administratives-----	263
2. La Section du contentieux-----	263
B. Attributions juridictionnelles-----	264
II. Les tribunaux administratifs -----	267
III. Les cours administratives d'appel -----	269
<i>Section 2. Les juridictions d'attribution</i> -----	270
I. Juridictions relevant du Conseil d'État par la voie de la cassation -----	270
A. La Cour des comptes-----	271
B. Les chambres régionales des comptes-----	272
C. La Cour de discipline budgétaire et financière-----	273
D. Les juridictions disciplinaires-----	275
E. Autres juridictions (exemples)-----	275
II. Juridictions relevant du Conseil d'État par la voie de l'appel -----	276
<i>Bibliographie</i> -----	277
Chapitre 3. Les juridictions extérieures aux deux ordres -----	278
<i>Section 1. Les juridictions françaises</i> -----	278
I. Le Tribunal des conflits -----	278
A. Organisation-----	278
B. Rôle-----	279

II. Le Conseil constitutionnel -----	281
III. Le cas des autorités administratives indépendantes -----	283
<i>Section 2. Les juridictions extra-nationales</i> -----	284
I. Les juridictions européennes -----	285
A. La Cour de justice des Communautés européennes -----	285
1. La Cour proprement dite-----	286
2. Le Tribunal de première instance -----	287
B. La Cour européenne des droits de l'homme-----	288
II. Les juridictions internationales -----	289
A. La Cour internationale de justice -----	289
B. Les juridictions pénales internationales -----	290
<i>Bibliographie</i> -----	291
 Titre troisième	
Les hommes -----	293
 <i>Chapitre 1. Les juges</i> -----	294
<i>Section 1. Les magistrats judiciaires</i> -----	295
I. Recrutement -----	296
A. Recrutement avec formation initiale -----	296
1. Recrutement par le concours « étudiants » (art. 16 Ord. 22 déc. 1958) -----	297
2. Autres concours d'accès à l'E.N.M -----	298
3. Admission sur titres -----	298
B. Recrutement sans formation initiale -----	299
II. Nomination et fin de carrière -----	301
III. Les droits et obligations des magistrats -----	302
<i>Section 2. Les juges de l'ordre administratif</i> -----	304
I. Le recrutement -----	304
II. La condition juridique -----	306
<i>Bibliographie</i> -----	307
 <i>Chapitre 2. Les officiers du ministère public</i> -----	308
<i>Section 1. L'organisation du ministère public</i> -----	309
I. Les parquets normaux-----	309
II. La représentation du ministère public auprès des juridictions qui n'ont pas de parquet permanent -----	310
<i>Section 2. La condition du ministère public</i> -----	312
I. La subordination de la fonction -----	313
II. La situation statutaire des officiers du ministère public -----	315
<i>Section 3. Le rôle du ministère public</i> -----	317
I. La dualité possible des rôles du ministère public -----	317
II. Variété du rôle du ministère public -----	318
<i>Bibliographie</i> -----	321

Chapitre 3. Les auxiliaires du juge -----	322
<i>Section 1. Les auxiliaires de tous les magistrats</i> -----	<i>322</i>
I. Les auxiliaires chargés du secrétariat -----	322
A. Les personnels des secrétariats-greffes des juridictions judiciaires -----	323
B. Les greffes des juridictions administratives -----	325
II. Les assistants de justice -----	326
III. Les techniciens -----	327
A. Les experts -----	327
B. Les assistants spécialisés -----	330
C. Les enquêteurs sociaux -----	331
<i>Section 2. Les auxiliaires des seuls juges de droit privé</i> -----	<i>331</i>
I. Les conciliateurs -----	331
II. Les administrateurs de biens d'autrui -----	333
<i>Section 3. Les auxiliaires du juge pénal</i> -----	<i>335</i>
I. Le personnel de la police judiciaire -----	336
A. Le rôle de la police judiciaire -----	337
B. Le personnel de la police judiciaire -----	339
II. Les médiateurs et délégués du procureur -----	341
III. Administrations et administrateurs -----	342
IV. La victime d'une infraction pénale -----	343
V. Le personnel d'exécution -----	344
<i>Bibliographie</i> -----	<i>345</i>
Chapitre 4. Les auxiliaires des parties -----	347
<i>Section préliminaire. Rôle et histoire</i> -----	<i>347</i>
<i>Section 1. Les avocats</i> -----	<i>348</i>
I. Organisation de la profession -----	349
A. L'organisation locale -----	349
B. Les organes collectifs -----	350
II. Le rôle de l'avocat -----	352
III. Le statut de l'avocat -----	354
A. L'accès à la profession d'avocat -----	354
B. Modalités d'exercice de la profession -----	356
C. Droits et obligations de l'avocat -----	359
1. Droits -----	359
2. Obligations -----	360
<i>Section 3. Les auxiliaires de justice officiers ministériels</i> -----	<i>362</i>
I. Le statut des officiers ministériels -----	362
A. L'accès aux fonctions -----	362
B. L'exercice des fonctions -----	364
II. Les différents officiers ministériels auxiliaires de justice -----	365
<i>Bibliographie</i> -----	<i>366</i>

<i>Conclusion. La justice extra-étatique ou extra-juridictionnelle</i>	368
<i>Section 1. L'arbitrage, mode juridictionnel non-étatique</i>	368
<i>Section 2. Les modes non juridictionnels de règlement des litiges</i>	371
<i>Bibliographie</i>	373
Abréviations	375
Index alphabétique	377